

AI Index : AFR 56/01/97

TANZANIE.

Les réfugiés ne devraient pas être renvoyés là où ils risquent très certainement d'être tués

Pour diffusion immédiate

Amnesty International envoie cette semaine une délégation de haut niveau, dirigée par Flora MacDonald, ancien ministre canadien des Affaires étrangères, en Tanzanie pour demander instamment au gouvernement de ce pays de ne plus forcer les réfugiés à retourner contre leur gré au Burundi. Des éléments de plus en plus nombreux prouvent en effet que des centaines de réfugiés de retour de Tanzanie et du Zaïre ont été massacrés au cours des derniers mois.

« Le sort qui menace ceux qui rentrent au pays a été illustré de manière tragique le 10 janvier, lorsque la quasi-totalité des 126 réfugiés contraints de retourner au Burundi ont été tués quelques heures, voire quelques minutes, après avoir franchi la frontière, a déclaré Amnesty International lundi 20 janvier 1997. Pour les 200 000 réfugiés burundais qui se trouvent encore en Tanzanie, être forcés ou non de quitter le pays est, au sens propre, une question de vie ou de mort ».

Aux environs du 5 janvier 1997, un autre groupe de 48 réfugiés expulsés auraient été torturés, avant que la majorité d'entre eux ne soient tués. Ces atrocités s'inscrivent dans un contexte plus général, où l'on assiste à une multiplication - dénoncée depuis plusieurs mois par Amnesty International - des "disparitions", des massacres et des assassinats politiques.

Le fait que tous les réfugiés burundais aient été officiellement sommés de se faire enregistrer auprès des camps de réfugiés avant le 18 janvier 1997 fait craindre à l'Organisation que le gouvernement tanzanien ne prévoit de renvoyer de force d'autres réfugiés. C'est pourquoi, lors de ses entretiens avec les responsables tanzaniens, la délégation d'Amnesty International engagera le gouvernement à ne plus renvoyer de force aucun réfugié vers le Burundi et à veiller à ce que les autorités locales se tiennent à cette ligne de conduite.

La délégation se trouvera en Tanzanie du 22 au 27 janvier. Elle souhaite s'entretenir avec le président Benjamin William Mkapa et avec les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères. Les délégués espèrent également rencontrer l'ancien président Julius Nyerere, qui a joué un rôle majeur dans la tentative de médiation du conflit au Burundi.

La délégation se compose également de David Bull, directeur de la section britannique d'Amnesty International ; de Firoze Manji, directeur du Programme régional sur l'Afrique et d'Alex Neve, responsable des réfugiés au Secrétariat international

Pour obtenir de plus amples informations ou pour fixer un rendez-vous pour un entretien, contactez les personnes suivantes :

Marc Saghie, attaché de presse : Peacock Hotel, Dar es Salaam

tél. : (255) 51 35 075/006

Mark Ogle, attaché de presse, Secrétariat international

tél. : (44) 171 413 5729